

Chapitre 8 : La COVID-19 et l'investissement en Afrique

Depuis son apparition en décembre 2019, la COVID-19 a fait des victimes et eu des effets délétères sur la santé dans le monde entier. À ce jour,⁶⁰⁹ 117 millions de personnes ont été infectées et 2,6 millions sont décédées de la maladie.⁶¹⁰ En Afrique,⁶¹¹ on a recensé près de 4 millions de cas et 106 000 décès.⁶¹² L'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc et la Tunisie sont les pays africains les plus gravement touchés. En mars 2021, les programmes de vaccination ont débuté dans plusieurs pays, mais la quantité de vaccins disponibles et la rapidité du déploiement ont été inégales.⁶¹³ Avec les vagues d'infection successives, la COVID-19 pourrait rester une grave menace pour la santé et les pays en Afrique pendant un certain temps.

Plus qu'une urgence sanitaire

Les conséquences sanitaires sont tragiques pour le continent, mais les répercussions de la COVID-19 vont plus loin. La pandémie est « une catastrophe pour l'économie, une catastrophe pour la sécurité et une catastrophe pour l'humanité, et toutes ces catastrophes sont étroitement liées », selon John Nkengasong, Directeur des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies.⁶¹⁴

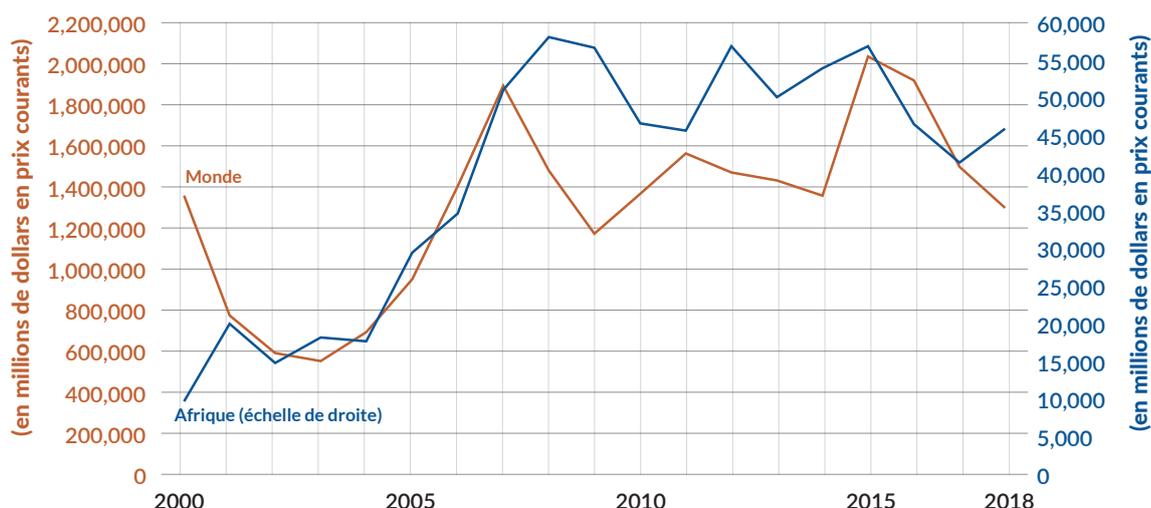
Le coût économique a été énorme et faute de mesures draconiennes prises par les responsables de l'action gouvernementale, cela pourrait continuer d'être le cas. D'après les prévisions de la Commission économique pour l'Afrique, la croissance du PIB pourrait chuter et passer de 3,2 % en 2019 à entre 1,8 et -2,6 % en 2020.⁶¹⁵ Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé ses prévisions de croissance du PIB en 2020 pour l'Afrique (hors Afrique du Nord) à -3 %, soit les plus mauvais résultats enregistrés par la région depuis que le FMI tient des statistiques⁶¹⁶. Il s'agit d'estimations préliminaires, qui sont fréquemment réévaluées avec un risque important de détérioration en raison de l'ampleur et de la durée incertaines de la pandémie.

La pandémie a entraîné une baisse de l'investissement direct étranger (IDE) en Afrique, en 2020 et continuera probablement à exercer une pression à la baisse sur les investissements en 2021. La réduction des entrées d'investissement étranger, une source de financement essentielle pour le continent, pourrait nuire au développement de l'Afrique. L'IDE pourrait jouer un rôle important en atténuant l'impact économique immédiat de la pandémie et en soutenant la reprise économique grâce aux transferts de technologie, à la création d'emplois et à l'établissement de liens entre l'Afrique et les chaînes de valeur mondiales.

Flux d'investissement direct étranger avant la COVID-19

On avait déjà observé un ralentissement de l'IDE dans le monde avant l'épidémie de coronavirus. En 2018, les flux d'IDE mondiaux se sont élevés à 1 300 milliards de dollars (figure 8.1), soit moins que pour toute autre année depuis les suites de la crise financière mondiale de 2008.⁶¹⁷ En Afrique, les flux d'investissement ont atteint un pic en 2008, ont fortement chuté pendant trois années consécutives à la suite de la crise financière mondiale, et sont remontés à 57 milliards de dollars, soit presque leur niveau d'avant la crise, en 2015. Ils sont tombés à 41 milliards de dollars en 2017 avant de remonter à 46 milliards de dollars en 2018.⁶¹⁸ La baisse de 2017 résulte probablement à la fois de facteurs mondiaux (baisse du taux de rentabilité de l'IDE, évolution vers des investissements allégés en actifs rendue possible par le passage au numérique, érosion de la confiance des investisseurs et modifications de la politique fiscale américaine visant à encourager le rapatriement des capitaux)⁶¹⁹ et de certaines incertitudes politiques, macroéconomiques et réglementaires sur le continent. (Voir le chapitre 1 pour les tendances de l'IDE en Afrique).

Figure 8.1 : Entrées d'IDE, 2000-2018



Source: UNCTADstat.

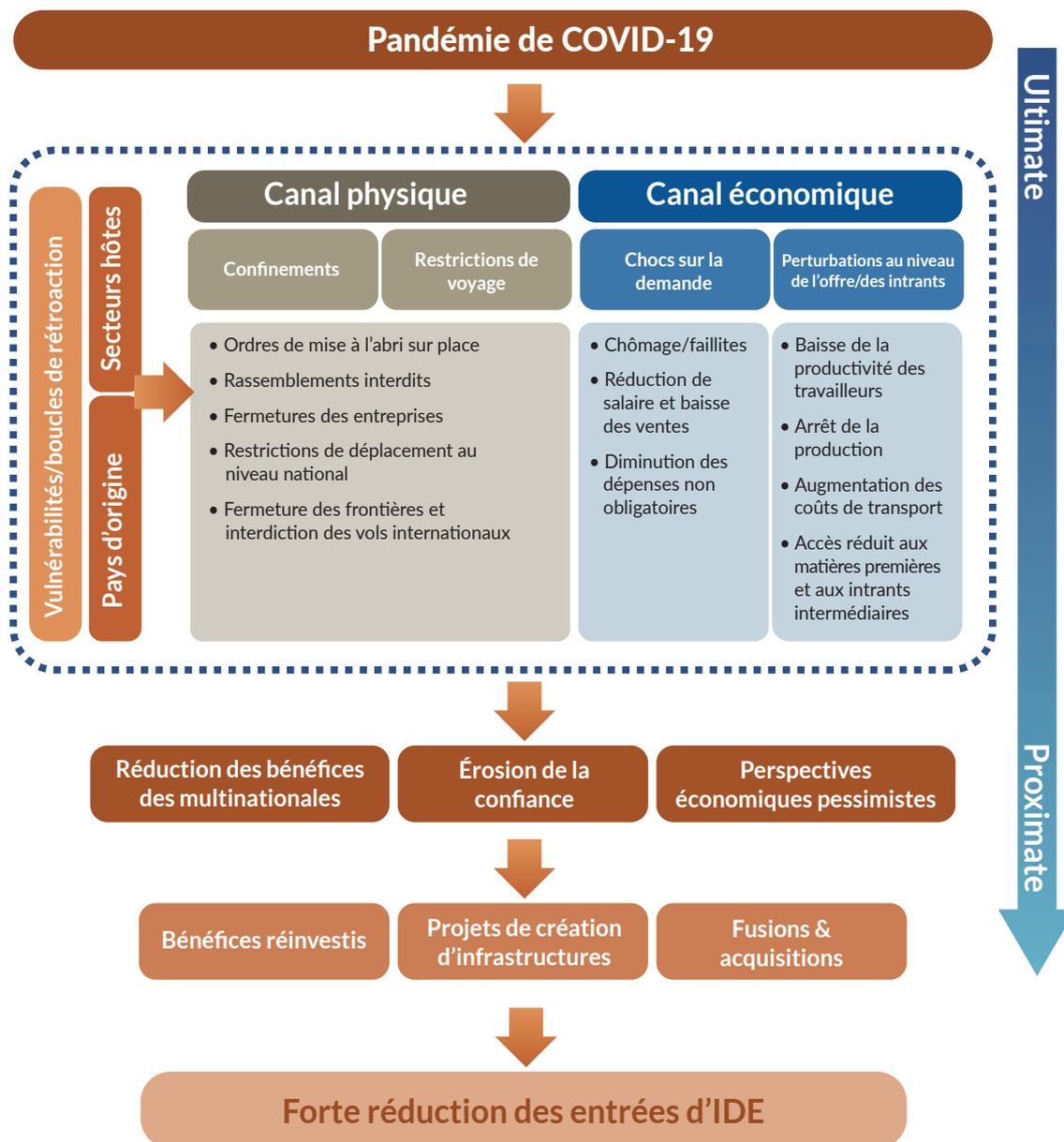
Incidence de la COVID-19 sur l'investissement direct étranger en Afrique

Canaux de transmission

La pandémie est la principale cause de la contraction de l'IDE en Afrique. Le 13 mai 2020, tous les pays du continent avaient confirmé des cas.⁶²⁰ Depuis lors, l'Afrique a connu de multiples vagues d'infection. Pour protéger la vie et la santé de leurs citoyens, les pays ont imposé des confinements et des restrictions de voyage à des degrés divers. Les entreprises ont fermé et rouvert leurs portes, et les travailleurs sont priés de travailler à domicile. Les activités économiques se sont contractées. Du côté de la demande, les consommateurs et les entreprises dont les bénéfices nets réels ou prévus ont diminué réduisent leurs dépenses discrétionnaires, et du côté de l'offre, la pandémie a perturbé la production et les chaînes d'approvisionnement mondiales, compromettant l'accès des entreprises aux matières premières et aux intrants intermédiaires.

L'impact sur l'IDE est amplifié par certains facteurs de vulnérabilité en Afrique (figure 8.2). Certains secteurs hôtes clés (notamment le pétrole et le gaz, l'industrie manufacturière et les voyages et le tourisme) ont été les plus durement touchés par l'effondrement de la demande et des prix. Les principaux pays et régions qui investissent (la Chine, les États-Unis et l'Europe) figurent parmi les économies les plus touchées par la COVID-19. Ces facteurs ont érodé la confiance des investisseurs, donné lieu à des perspectives économiques généralement pessimistes et fortement réduit les bénéfices des entreprises multinationales. Les investisseurs ne peuvent ou ne veulent pas faire de nouveaux investissements, ce qui provoque un recul de toutes les composantes clés de l'IDE : bénéfices réinvestis, projets de création d'infrastructure et fusions et acquisitions. Les entrées d'IDE se sont purement et simplement effondrées en 2020 et pourraient continuer à baisser en 2021 (figure 8.2).

Figure 8.2 : Canaux des effets de la COVID-19 sur l'investissement direct étranger



Source: ECA

Confinements et restrictions de voyage

Les pays africains ont mis en place des mesures visant à restreindre la circulation à l'intérieur de leurs propres frontières, notamment la fermeture des écoles et des entreprises, l'annulation des manifestations publiques, l'interdiction des grands rassemblements et la fermeture ou la réduction des capacités des transports publics. Au 4 mai 2020, l'Afrique comptait 42 confinements locaux ou nationaux, dont 38 ont duré plus de trois semaines.⁶²¹ Bien que certains pays aient commencé

à assouplir les mesures de confinement et de restriction de déplacement, l'Organisation mondiale de la Santé a exhorté les États membres de l'Organisation des Nations Unies à mettre en place des systèmes de surveillance efficaces pour détecter toute nouvelle flambée épidémique et à adapter leurs mesures d'ouverture en conséquence.⁶²²

Les frontières terrestres et aériennes ont été fermées, et les liaisons aériennes entre le continent et les destinations internationales considérablement réduites. Par exemple, avant la pandémie, huit vols en moyenne reliaient chaque jour des destinations en Chine et en Afrique, contre un par jour en 2000.⁶²³ En 2019, Ethiopian Airlines assurait des vols quotidiens depuis sa plaque tournante d'Addis-Abeba vers Pékin, Guangzhou, Hong Kong et Shanghai et trois vols par semaine vers Chengdu.⁶²⁴ En revanche, à la fin du mois de mai 2020, elle ne proposait qu'un seul vol par semaine vers Shanghai, bien que le nombre de ses vols quotidiens vers la Chine ait augmenté depuis.

Les restrictions à la mobilité nationale et internationale ont des répercussions sur l'IDE de deux manières. Premièrement, la fermeture d'usines, de lieux de travail et de chantiers de construction retarde les projets d'investissement. Deuxièmement, la perturbation des vols internationaux suspend ou annule les voyages vers l'Afrique des travailleurs expatriés, une main-d'œuvre dont dépendent souvent les projets d'IDE, notamment pour les postes techniques et les postes de gestion, interrompant la mise en œuvre de ces projets.

Chocs sur la demande et perturbations au niveau de l'offre/des intrants

La pandémie de COVID-19 a entraîné des chocs graves et simultanés sur l'offre et sur la demande. Les consommateurs et les entreprises dépensent moins, en raison d'une perte de revenus réelle ou anticipée, et les travailleurs et les entreprises produisent moins, car les risques sanitaires les obligent à adopter d'autres modalités de travail et à fermer des usines⁶²⁵.

Les résultats de l'enquête dressent un tableau inquiétant de l'incidence de la pandémie sur les résultats actuels et les perspectives d'avenir des entreprises. Dans une enquête Global Pulse menée en mars 2020, 80 % des entreprises multinationales investissant dans les pays en développement ont déclaré que leurs activités avaient été touchées par le coronavirus au cours des trois derniers mois. La même proportion d'entreprises interrogées a fait état d'une baisse des recettes et des bénéfices (de 40 % en moyenne), tandis que les trois quarts ont indiqué que la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement s'était détériorée⁶²⁶. Les perspectives sont tout aussi sombres : 85 % des entreprises multinationales interrogées s'attendent à une détérioration de la conjoncture au cours des trois mois suivants.

En Afrique, une enquête réalisée en avril 2020 a révélé qu'en moyenne, les entreprises africaines fonctionnaient à moins de la moitié de leurs capacités, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises étant les plus touchées⁶²⁷. La plus grande difficulté qu'elles ont dû affronter avait été l'effondrement de la demande. La problématique de l'offre, fermetures d'entreprises, problèmes logistiques, perturbations de l'accès aux matières premières et baisse de la

productivité des travailleurs en raison du travail à domicile, a également constitué un obstacle. Les chocs sur l'offre et sur la demande réduisent les bénéfices des multinationales, limitant ainsi leur capacité d'investissement et obligeant même certaines d'entre elles à désinvestir. Ces chocs diminuent aussi le taux de rentabilité de l'IDE, ce qui le rend moins attractif. À plus long terme, les perspectives commerciales incertaines et les risques accrus incitent les investisseurs à réorienter leurs portefeuilles vers des actifs plus sûrs et à adopter une approche attentiste.

Autres canaux de transmission

Outre les perturbations physiques et économiques de l'investissement étranger en Afrique qui viennent d'être exposées, la pandémie agira par l'intermédiaire de divers moyens secondaires. Premièrement, la COVID-19 a causé des dommages considérables aux marchés financiers. Au lendemain de la pandémie, les investisseurs ont retiré des montants records d'investissements de portefeuille des pays en développement, ce qui a entraîné de fortes dépréciations de la monnaie et un élargissement des écarts des obligations garanties.⁶²⁸ Les problèmes du taux de change et des obligations garanties engendrent des risques supplémentaires pour les investisseurs à long terme, car la fluctuation des monnaies et l'éventualité de mesures de contrôle des capitaux pourraient réduire le taux de rentabilité de l'investissement étranger direct et rendre le rapatriement des capitaux plus difficile.

Les retards dans les plans de privatisation pourraient laisser en suspens une source importante de flux d'IDE. Un certain nombre de gouvernements africains étaient en train de privatiser des secteurs clés de l'économie avant que la pandémie ne frappe. Par exemple, l'Éthiopie avait prévu de mettre au point les derniers détails de la vente d'une participation dans l'entreprise publique Ethio Telecom à des investisseurs privés et d'attribuer deux licences de télécommunications supplémentaires d'ici à mars 2020, mais les offres retenues n'avaient pas encore été annoncées en mars 2021.⁶²⁹ La COVID-19 a réorienté les ressources et les priorités publiques ailleurs et a obligé les pouvoirs publics à examiner plus attentivement les opérations de fusion et d'acquisition dans les secteurs stratégiques.

Le coronavirus pourrait également accélérer les tendances antérieures à la pandémie à la relocalisation et au raccourcissement de la chaîne de valeur causés par le ralentissement de l'industrie manufacturière mondiale et la montée des tensions commerciales. La pandémie a mis en évidence les faiblesses des chaînes de valeur mondiales, les liaisons de transport à l'échelle mondiale étant interrompues et de nombreux pays interdisant l'exportation de matériels et de fournitures médicales essentiels. Après la pandémie, il se peut que certaines entreprises réévaluent leur modèle d'entreprise et réduisent la distance entre la production et leur marché national. Les multinationales risquent de s'orienter davantage vers la production automatisée et de cesser d'utiliser la Chine comme fournisseur unique ou dominant.⁶³⁰ Ces changements pourraient avoir de profondes incidences sur le paysage de l'investissement en Afrique, mais ils sont à double tranchant. Si la robotisation, en particulier aux échelons inférieurs de la production, menace les modèles d'industrialisation à forte intensité de main-d'œuvre, l'intérêt accru des multinationales pour les chaînes de production autres que la Chine pourrait ouvrir de nouvelles perspectives aux pays africains.

Facteurs de vulnérabilité et boucles de rétroaction

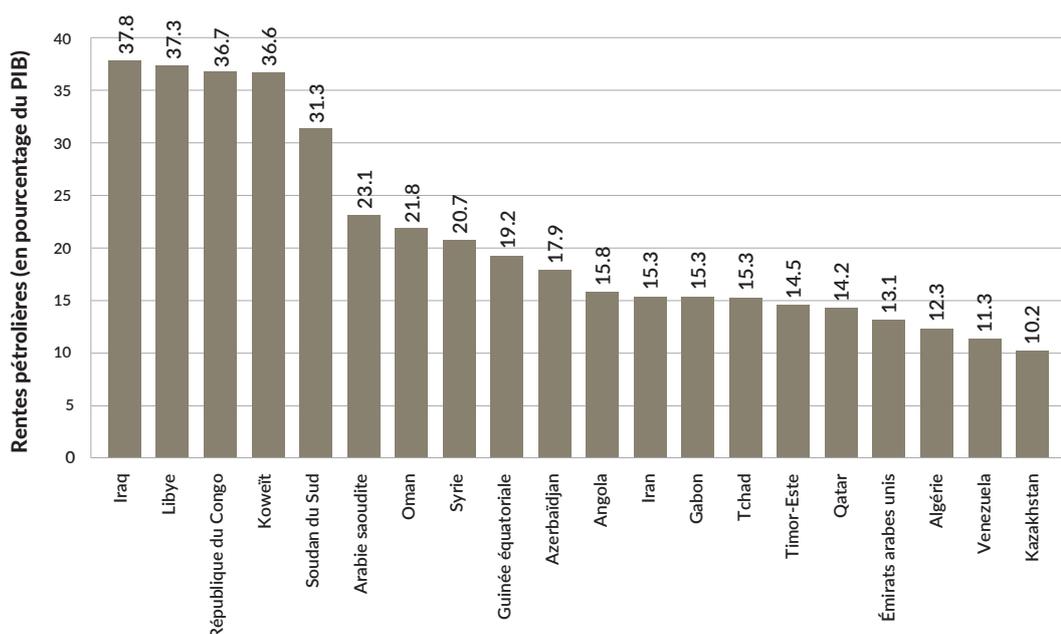
Le pétrole et le tourisme, des secteurs vulnérables

Presque tous les pays ont connu une baisse de l'IDE, car les effets de la COVID-19 se font sentir dans les canaux de transmission physiques et économiques. Mais tout comme le coronavirus touche plus gravement les patients souffrant de pathologies préexistantes, l'ampleur finale de l'incidence de la pandémie sur l'IDE dépend de facteurs de vulnérabilité antérieurs à la pandémie dans les différents pays et régions.

La dépendance de l'Afrique à l'égard des secteurs du pétrole et du tourisme crée une boucle de rétroaction qui amplifie l'incidence de la pandémie sur l'IDE en Afrique. Les exportateurs de pétrole (et plus généralement les exportateurs de matières premières) et les pays qui dépendent des recettes du tourisme devraient être parmi les plus durement touchés par la COVID-19, car les prix mondiaux du pétrole ont atteint des niveaux historiquement bas et les voyages internationaux se sont retrouvés au point mort à un niveau jamais vu depuis des décennies.⁶³¹

Sur les 20 pays du monde qui dépendent le plus des recettes pétrolières, huit se trouvent en Afrique. Depuis le début de la pandémie, les prix du pétrole sont tombés à leur plus bas niveau depuis des décennies, en raison du ralentissement de la demande mondiale et de l'incapacité des principaux producteurs de pétrole à s'entendre sur des réductions de la production.⁶³² De plus, du fait de la chute brutale des prix des produits de base, 13 pays africains devraient subir une érosion des termes de l'échange en 2020, dont six connaîtront une baisse de plus de 10 %.⁶³³ Le FMI a calculé que le PIB des pays africains exportateurs de pétrole se contracterait de -2,8 % en 2020, contre une croissance de 1,8 % en 2019.⁶³⁴

Figure 8.3 : Rentes pétrolières en pourcentage du PIB, 20 premiers pays, 2017

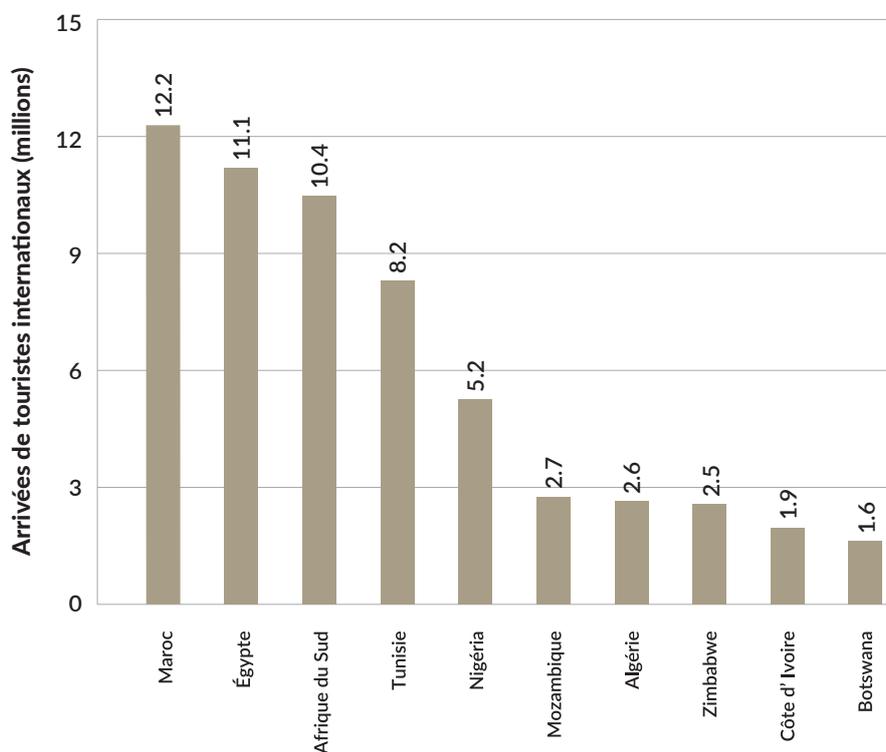


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Note: Le chiffre du Soudan du Sud est pour 2016, celui de la Syrie est pour 2007 et celui du Venezuela est pour 2014.

La COVID-19 a eu des effets dommageables considérables sur les principales destinations africaines pour les arrivées de touristes et les pays les plus dépendants du tourisme. Les principales destinations touristiques du continent (figure 8.4) sont des pays d’Afrique du Nord et d’Afrique australe où le nombre de cas confirmés de COVID-19 et de décès est élevé. Six pays africains dépendent fortement des recettes touristiques, le secteur représentant plus de 5 % du PIB et 30 % des exportations.⁶³⁵ Ces pays seront gravement touchés par la pandémie : après une croissance de leur PIB de 3,9 % en moyenne en 2019, les prévisions tablent sur -5,1 % pour 2020.⁶³⁶

Figure 8.4 : Arrivées de touristes internationaux, 10 premiers pays africains, 2018



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

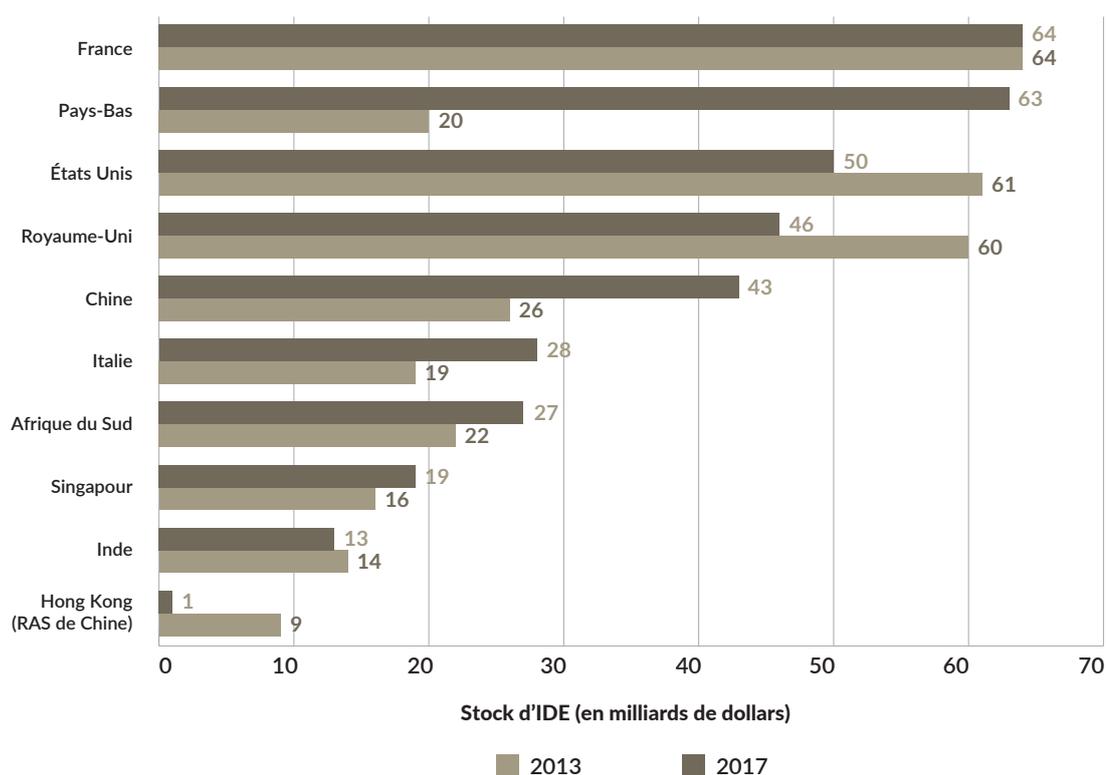
Note : le chiffre du Nigéria est de 2016, celui du Botswana de 2017.

Avant la pandémie, à l’exception de certains pays diversifiés, l’IDE en Afrique était encore largement axé sur le secteur des ressources naturelles. L’année 2018 a été marquée par des investissements étrangers coûteux dans l’exploration et la production de pétrole et de gaz ainsi que dans le raffinage du pétrole dans les principaux pays hôtes tels que la République du Congo, l’Égypte et l’Éthiopie.⁶³⁷ De plus, compte tenu de la popularité croissante de l’Afrique en tant que destination touristique, les investissements dans les voyages et le tourisme étaient en hausse, atteignant 28,2 milliards de dollars en 2017.⁶³⁸ La COVID-19 freine l’investissement dans ces secteurs.

L'impact économique de la COVID-19 sur les principaux pays/régions d'origine

L'effet négatif de la pandémie sur l'investissement étranger est également amplifié par les liens commerciaux et liens d'investissement étroits qui unissent le continent aux pays qui ont été anéantis par la COVID-19. Les plus grands investisseurs en Afrique (figure 8.5) font partie des plus grands épencentres de la pandémie dans le monde (tableau 8.1).

Figure 8.5 : Principales pays d'origine de l'investissement direct étranger en Afrique



Source: CNUCED, 2019.

Table 8.1 : Les 30 premiers pays pour les cas de COVID-19

Pays	Nombre de cas confirmés	Pays	Nombre de cas confirmés
États-Unis	28,999,542	Afrique du Sud	1,521,068
Inde	11,229,398	Ukraine	1,455,421
Brésil	11,019,344	Indonésie	1,386,556
Russie	4,284,408	Pérou	1,371,176
Royaume-Uni	4,231,166	République tchèque	1,325,291
France	3,964,078	Pays-Bas	1,135,258
Espagne	3,149,012	Canada	892,199
Italie	3,067,486	Chili	855,785
Turquie	2,780,417	Roumanie	828,283
Allemagne	2,510,021	Portugal	810,094
Colombie	2,276,656	Israël	803,260
Argentine	2,149,636	Belgique	787,891
Mexique	2,128,600	Iraq	726,548
Pologne	1,801,083	Suède	684,961
Iran	1,689,692	Philippines	597,763

Source : Johns Hopkins, n.d.
 Note : actualisé le 8 mars 2021.

La situation économique dans les épices de la pandémie s'est détériorée. La Chine a été le premier pays à avoir signalé des cas en décembre 2019. Les mesures extrêmes prises par les pouvoirs publics pour enrayer la maladie se sont avérées très efficaces, mais les perturbations en résultant pour les activités économiques chinoises ont ralenti la croissance du pays en 2020. La France, l'Italie et le Royaume-Uni ont tous affiché une croissance négative en 2020, et le taux de chômage aux États-Unis a atteint, en 2020, son niveau le plus haut depuis la Grande Dépression, bien qu'il se soit amélioré depuis. La COVID-19 n'a pas épargné le monde en développement: les cas d'infection ont été élevés dans de nombreux pays en développement, dont l'Afrique du Sud et l'Inde. L'économie de deux pays s'est contractée en 2020.

Lorsque les coûts économiques de la pandémie ont commencé à avoir des répercussions sur les pays investisseurs, les entreprises multinationales de ces pays ont vu leurs ventes et leurs bénéfices fortement régresser. Certaines ont fait faillite. Leur capacité de réinvestir les bénéfices dans les filiales africaines et leur intérêt pour de nouveaux projets d'investissement sont réduits, ce qui limite les futurs flux d'IDE vers le continent.

Ampleur de l'impact

La direction de l'effet immédiat de COVID-19 sur l'IDE est claire: les flux d'investissement vers l'Afrique ont fortement diminué et cette baisse pourrait continuer dans l'immédiat. Les perspectives à plus long terme dépendent de l'ampleur et de l'efficacité des mesures prises par les pouvoirs publics. En tant que choc sanitaire exogène, la trajectoire épidémiologique de la COVID-19 déterminera en grande partie ses coûts économiques éventuels. La pandémie étant toujours d'actualité en Afrique, toute tentative à ce stade de quantifier son impact sur les flux d'investissement est nécessairement imprécise et constamment revue (généralement à la baisse).

En mars 2020, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a estimé que l'investissement direct étranger pourrait chuter de 30 à 40 % en 2020-21, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis deux décennies⁶³⁹. Les 5 000 premières multinationales dans le monde ont revu à la baisse de 30 % en moyenne leurs estimations de bénéfices pour 2020. Elles s'attendaient aussi à ce que les activités commerciales en subissent les conséquences au-delà de 2020. Étant donné que ces entreprises multinationales représentent une part importante de l'investissement étranger, la baisse de leurs bénéfices réduira directement les bénéfices réinvestis dans leurs filiales, une composante importante de l'IDE dans le monde. Les fusions et acquisitions connaissent également un fort ralentissement; selon toute vraisemblance, elles chuteront de 70 % au premier trimestre 2020. En outre, les fermetures de sites et les interruptions de la production amènent les investisseurs à reporter ou à annuler les projets de création d'infrastructure et les investissements d'expansion.

Les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en mai 2020 étaient grosso modo les mêmes⁶⁴⁰. Selon toute attente, l'IDE chutera de 30 % dans le monde en 2020 en raison de la baisse des bénéfices réinvestis et des ajustements des flux de capitaux propres, y compris les désinvestissements. La contraction de l'IDE accélère la tendance à la baisse qui existait avant la pandémie. Dans le meilleur des cas, les investissements étrangers retrouveront leur niveau d'avant l'épidémie de coronavirus d'ici à la fin de 2021. Mais dans deux autres scénarios, moins optimistes, le marasme durera plus longtemps et la reprise éventuelle dépendra de l'efficacité des mesures de santé publique visant à contenir la pandémie et à empêcher sa réapparition. L'OCDE a également calculé que les entrées d'IDE diminueraient davantage dans les pays en développement que dans les pays développés en raison de la concentration de l'IDE dans le secteur primaire et le secteur manufacturier gravement touchés par la pandémie.

Dans une mise à jour de janvier 2021, la CNUCED a indiqué que les flux mondiaux d'IDE avaient chuté de 42 %, tombant de 1 500 milliards de dollars en 2019 à 859 milliards de dollars en 2020, un niveau inférieur de 30 % au point le plus bas atteint en 2009 après la crise financière mondiale.⁶⁴¹ En Afrique, l'investissement étranger a chuté de 18 %, tombant de 46 milliards de dollars en 2019 à 38 milliards de dollars en 2020⁶⁴², un niveau qui n'avait pas été atteint depuis au moins une décennie, une baisse plus importante que celle observée dans les pays en développement (12 %)⁶⁴³ mais moins grave que celle enregistrée dans les pays développés (61 %)⁶⁴⁴ ou que les projections initiales de la CNUCED (25-40 %).⁶⁴⁵

Incidences sur les politiques

La COVID-19 a plongé le monde dans la plus profonde crise sanitaire et économique jamais vécue. La gravité des problèmes posés par la pandémie exige des mesures de la part de l'ensemble du gouvernement. Bien que les politiques budgétaires et monétaires aient été au premier plan des mesures économiques préconisées, les politiques d'investissement ont également un rôle clef. La préservation de l'activité économique et des chaînes d'approvisionnement peut contribuer à sauver des vies aujourd'hui, et le maintien de flux réguliers d'IDE peut favoriser une reprise solide.

Court terme : protéger les vies et les moyens de subsistance

À court terme, les principaux objectifs des politiques d'investissement devraient être de fournir aux investisseurs des informations pertinentes et un appui logistique, d'empêcher les OPA inamicales par des entreprises étrangères dans les secteurs stratégiques, d'encourager l'investissement dans les secteurs clefs liés à la COVID-19 et d'inciter à produire des biens et services de santé essentiels.

Avec le tarissement des flux d'IDE à court terme, les agences de promotion de l'investissement devraient réorienter leurs priorités en privilégiant les projets d'investissement déjà lancés et la fourniture de services destinés à ces projets et non plus les techniques commerciales visant à attirer de nouveaux investissements. La communication aux investisseurs d'informations pertinentes et actualisées sur les mesures de confinement, la réglementation sur le lieu de travail et les aides gouvernementales à disposition est un service indéniable. Malheureusement, les organismes de promotion de l'investissement ne répondent pas aux attentes : début avril 2020, ils étaient moins de la moitié à afficher sur leur site Web des informations sur la COVID-19.⁶⁴⁶ Ils devraient en outre fournir une aide maximale sur le plan administratif aux investisseurs, notamment en les aidant à obtenir des aides financières, quelles qu'elles soient, auxquelles ils ont droit dans le cadre des programmes de relance économique. Lorsque les ressources sont rares, les pouvoirs publics peuvent atténuer les difficultés rencontrées par les investisseurs dans la pratique en donnant la priorité à l'accès aux matières premières et aux services essentiels tels que l'électricité et l'eau, et comme une autre organisation du travail devient la norme pour de nombreuses entreprises, l'accès à Internet est primordial. La prolongation des visas d'affaires et des permis de travail pour les travailleurs étrangers peut également aider les investisseurs à conserver le personnel indispensable sur place.

Les pays africains devraient également utiliser des politiques d'investissement pour protéger les entreprises et les branches de production nationales contre les rachats opportunistes. Dans la situation actuelle du marché, marquée par des chocs simultanés sur l'offre et sur la demande qui, dans une certaine mesure, se renforcent mutuellement, les cours des actions des entreprises publiques et les estimations de la valeur des entreprises privées sont en chute libre, ce qui les rend à la merci d'une acquisition par des investisseurs étrangers hostiles à prix cassés. La politique devrait se concentrer sur la protection des entreprises dans les secteurs des soins de santé, des produits pharmaceutiques et des fournitures médicales en les désignant comme des secteurs stratégiques devant faire l'objet de seuils de notification des fusions et acquisitions plus bas et d'examen plus rigoureux. Une augmentation des activités de fusion pourrait entraîner une plus forte concentration des marchés et une diminution de la concurrence. Les organismes de réglementation doivent être vigilants et se prémunir contre les pratiques commerciales anticoncurrentielles et les abus de position dominante, car les entreprises faibles qui n'ont pas été renflouées quitteront probablement le marché, tandis que les entreprises plus fortes augmenteront leur part de marché. Lorsque des entreprises stratégiques connaissent de graves difficultés financières, les pouvoirs publics devraient envisager des prises de participation directe, par opposition à la privatisation, qui est davantage axée sur l'efficacité et ne repose pas sur la protection des consommateurs vulnérables. Les pouvoirs publics et les organismes de promotion de l'investissement doivent informer clairement les investisseurs que ces mesures extraordinaires sont rendues nécessaires par les circonstances de la pandémie et qu'elles seront transparentes, temporaires et non discriminatoires.

Les pays doivent faire tout leur possible pour stimuler l'investissement dans la production de fournitures médicales essentielles en aidant les fabricants existants à accroître leurs capacités et en incitant d'autres fabricants à convertir leurs lignes de production à cet effet. Ces activités nécessitent d'importantes dépenses en immobilisations à un moment où le risque suscite peu d'intérêt. Les pouvoirs publics doivent aider à réduire les risques pour les entreprises, soit directement (par exemple, en subventionnant les dépenses d'investissement ou en concluant des accords d'achat anticipé), soit indirectement (par exemple, en assouplissant les règles fiscales pour permettre un amortissement plus rapide des investissements en immobilisations). Les organismes de promotion de l'investissement peuvent contribuer à cet effort en utilisant leurs contacts pour nouer des relations avec les investisseurs et les guider dans les méandres de la bureaucratie pour qu'ils puissent obtenir rapidement les permis ou les autorisations nécessaires.

La centralisation des approvisionnements et de la production peut servir à combler tout déficit d'approvisionnement découlant de la production nationale. L'Afrique a prouvé qu'elle pouvait renforcer les moyens dont dispose le continent pour détecter les menaces de maladies et y faire face en approfondissant la coopération régionale par l'intermédiaire des centres africains de contrôle des maladies. Elle doit maintenant faire de même pour l'accès aux médicaments. Les pouvoirs publics doivent accélérer l'homologation des produits pharmaceutiques, l'harmonisation des normes réglementaires et des normes de qualité et l'institution de l'Agence africaine du médicament (AMA). Grâce à ces mesures, l'Afrique peut tirer parti

de ses économies d'échelle considérables et de son pouvoir de négociation collective pour acheter des médicaments et des fournitures médicales essentiels à moindre coût. À plus long terme, elle pourra également se positionner comme une destination attirant l'investissement des grandes entreprises pharmaceutiques.

Moyen terme : mettre un terme aux confinements en toute sécurité

Les politiques d'investissement peuvent aider les sociétés à mettre un terme aux confinements douloureux en toute sécurité de deux manières, à savoir en préparant les services de l'État à un avenir plus numérique et en favorisant l'accès à des vaccins accessibles à tous.

Sans attendre et autant que faire se peut, les agences de promotion de l'investissement et d'autres organismes publics doivent mettre les services publics en ligne. Le processus a commencé avant la COVID-19. Par exemple, grâce aux guides électroniques d'investissement (iGuides ; voir l'encadré 1.1 au chapitre 1), des portails en ligne mis au point conjointement par les pouvoirs publics, la CNUCED et la CEA, les investisseurs peuvent avoir accès à des informations actualisées sur les possibilités d'investissement, les prescriptions réglementaires et les frais d'exploitation dans divers pays africains. Au niveau régional, la Zone de libre-échange numérique du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe permet aux exportateurs de soumettre une demande de certificats d'origine par voie électronique. Maintenant que la pandémie a fermé les services et les points de contact de l'État, un nouvel élan doit être donné afin de poursuivre le passage au numérique des services publics. Les organismes de promotion de l'investissement peuvent commencer par effectuer une analyse du cycle de vie et faire l'inventaire de bout en bout de toutes les procédures bureaucratiques que les investisseurs doivent suivre : obtenir des informations sur les lois, réglementations et mesures d'incitation en matière d'investissement, enregistrer les entreprises, déposer une demande de licence et de permis, payer les impôts, remplir les rapports réglementaires, se procurer les documents relatifs à l'exportation, etc. Les pouvoirs publics peuvent alors donner la priorité à la migration des services en ligne qui sont difficiles d'accès pour les investisseurs en mode hors ligne, mais auxquels il est relativement facile d'avoir accès en ligne. Les organismes de promotion de l'investissement doivent également tirer pleinement parti des technologies numériques (vidéoconférences, solutions de réalité virtuelle, etc.) pour les activités importantes de promotion et de facilitation de l'investissement, telles que les réunions d'investisseurs et les connexions aux sites.

L'Afrique a fait preuve d'ingéniosité face à la pandémie. Une équipe d'étudiants en ingénierie en Tunisie a utilisé la technologie d'impression 3D pour produire des masques médicaux et un prototype de ventilateur, et des scientifiques au Sénégal ont mis au point des kits de diagnostic COVID-19 qui coûtent un dollar et peuvent donner des résultats en 10 minutes.⁶⁴⁷ Alors que le monde dirige son attention et ses ressources vers le développement de vaccins contre le virus, l'Afrique doit faire partie intégrante des recherches sur les vaccins, des essais cliniques, de la fabrication et de la distribution des vaccins. Pour donner une réelle impulsion à la recherche sur les vaccins, les gouvernements africains doivent tenir leur

engagement de porter les dépenses de recherche-développement à 1 % du PIB.⁶⁴⁸ Ils devraient également aider les chercheurs à débloquer des fonds supplémentaires dans le cadre de mécanismes internationaux tels que les deux milliards de dollars mobilisés par la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies.⁶⁴⁹ Après la mise au point réussie de plusieurs vaccins et le succès des essais effectués, la production de doses suffisantes et leur distribution rapide constituent un immense défi logistique. Les pays doivent continuer à renforcer les systèmes de distribution nationaux. En outre, il est primordial d'intégrer un système redondant dans les chaînes d'approvisionnement en vaccins en encourageant la fabrication à proximité de l'endroit où elle est nécessaire sur le continent, en raison de la désorganisation du transport et de la logistique au niveau mondial. Dans toute l'Afrique, les organismes de promotion de l'investissement doivent collaborer étroitement pour attirer l'investissement dans la production et la fourniture de vaccins, en utilisant éventuellement des moyens d'action tels que les achats groupés, les subventions aux dépenses d'investissement et les accords d'achat anticipé, comme indiqué ci-dessus.

Long terme : Reconstruire mieux

Une fois que la pandémie de COVID-19 se tassera, la concurrence mondiale pour l'IDE sera intense. En revanche, du côté des points positifs, les investisseurs chercheront à réparer les systèmes redondants et à en intégrer dans les chaînes de valeur mondiales gravement endommagées. Les pays d'Afrique devraient intégrer les leçons de la pandémie dans la élaboration et les réformes de leur politique d'investissement afin de mieux se préparer aux crises futures.

Certaines mesures d'atténuation des effets prises par les pouvoirs publics pendant la pandémie pourraient aller à l'encontre des dispositions des accords internationaux d'investissement et des contrats conclus entre un investisseur et un État destinés à protéger les investisseurs (voir le chapitre 3). Par exemple, restreindre les exportations ou obliger les entreprises à utiliser à d'autres fins leurs lignes de production pour fabriquer des fournitures médicales essentielles peut constituer une violation des clauses relatives au « traitement juste et équitable » ou à l'« expropriation », exposant les États à des procédures longues et coûteuses de règlement des différends entre investisseurs et États. Après la pandémie, les gouvernements africains devraient donner le coup d'envoi à la réforme des accords d'investissement internationaux existants afin d'assurer une marge de manœuvre suffisante pour réagir face aux crises mondiales, notamment en renforçant le droit des gouvernements à réglementer dans l'intérêt général. La publication de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement *Investment policy monitor: Special issue – investment policy responses to the COVID-19 pandemic* met en lumière les dispositions des accords d'investissements internationaux qui ont le plus de probabilité de faire l'objet d'une réforme.⁶⁵⁰ Ces considérations devraient également servir de base aux négociations de la phase II relatives au protocole sur l'investissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEACf).

Une crise ne doit pas être vaine, dit-on souvent. L'Afrique peut tirer parti de son expérience de la COVID-19 pour mieux se préparer à un monde de plus en plus exposé aux pandémies, aux catastrophes naturelles, aux crises économiques et aux catastrophes environnementales. Les politiques d'investissement peuvent jouer un rôle essentiel dans la protection des chaînes d'approvisionnement et le renforcement de l'état de préparation du continent face aux crises futures. Les perturbations des chaînes de valeur mondiales et les tendances

protectionnistes observées pendant la pandémie de COVID-19 soulignent qu'il importe au plus haut point pour l'Afrique de développer des chaînes de valeur régionales et de réduire sa dépendance économique extérieure. Les États devraient travailler en étroite collaboration pour répertorier les industries stratégiques (produits pharmaceutiques, denrées alimentaires de base et autres) pour lesquelles il conviendrait d'encourager une production accrue sur le continent. Il est en outre possible de tirer parti de la demande groupée pour acheter des composants ou des produits finis auprès de sources multiples, ce qui permet à l'Afrique d'intégrer une redondance dans les chaînes d'approvisionnement essentielles. Les organismes de promotion de l'investissement doivent revoir leurs stratégies et leurs activités en fonction de cet impératif économique plus large.

Ces considérations devraient également servir de base aux négociations de la phase II relatives au protocole sur l'investissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEACf).

Les efforts collectifs à l'échelle du continent revêtent une importance encore plus grande dans un monde postpandémique caractérisé par une concurrence et une incertitude en augmentation. La ZLECAF doit être le fer de lance du redressement économique de l'Afrique : le pire de la COVID-19 étant passé, les États membres de l'UA doivent se recentrer sur la mise en œuvre de la phase I et les négociations de la phase II. Le protocole sur l'investissement, en particulier, dynamisera les entrées d'IDE en harmonisant les règles et en créant des conditions de concurrence équitables pour les investisseurs. En outre, la COVID-19 a été le catalyseur de changements dans le comportement des consommateurs et l'avenir du travail, en mettant rapidement l'emploi et les activités économiques en ligne. Cette transition offre à l'Afrique une occasion unique d'exploiter les avantages du commerce électronique et du passage au numérique. Dans cette optique, les participants au 13^{ème} sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine du 5 décembre 2020 ont décidé de fusionner les négociations relatives au protocole sur le commerce électronique de la ZLECAF avec celles relatives au protocole sur l'investissement, au protocole sur la politique de la concurrence et au protocole relatif aux droits de propriété intellectuelle de la phase II. L'Afrique, en tirant parti de son marché continental de 1,2 milliard de personnes, sera bien placée pour attirer l'IDE.

References

- Banque africaine de développement. 2018. *Africa Tourism Monitor 2018: The High 5s - Tourism as a Pathway to Industrialization, Integration, Quality of Life, Agriculture, and Powering Up Africa*. Abidjan (Côte d'Ivoire): Banque africaine de développement. <https://www.afdb.org/en/documents/africa-tourism-monitor-2018>.
- Banque mondiale. 2020 a. "The Impact of COVID-19 on Foreign Investors: Early Evidence from a Global Pulse Survey." Washington, DC: Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/861571589873927189/pdf/The-Impact-of-COVID-19-on-Foreign-Investors-Early-Evidence-from-a-Global-Pulse-Survey.pdf>.
- Banque mondiale. 2020 b. *2019/2020 Global Investment Competitiveness Report: Rebuilding Investor Confidence in Times of Uncertainty*. Washington, DC: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33808/9781464815362.pdf>.
- CEA (Commission économique pour l'Afrique). 2020a. *Le COVID-19 en Afrique: Sauver des vies et l'économie*. Addis-Abeba: CEA. <https://www.uneca.org/publications/COVID-19-africa-protecting-lives-and-economies>.
- CEA (Commission économique pour l'Afrique). 2020 b. *COVID-19: Stratégies de déconfinement pour l'Afrique*. Addis-Abeba: CEA. <https://www.uneca.org/publications/COVID-19-lockdown-exit-strategies-africa>.
- Centres africains de contrôle et de prévention des maladies. n. d. « Coronavirus Disease 2019 (COVID-19). » <https://africacdc.org/covid-19/>. Consulté le 8 mars 2021.
- CEPI (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies). 2020. "\$2 Billion Required to Develop a Vaccine against the COVID-19 Virus." Communiqué de presse, 14 mars. https://cepi.net/news_cepi/2-billion-required-to-develop-a-vaccine-against-the-COVID-19-virus-2/.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2019. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2019: Les zones économiques spéciales*. Genève: CNUCED. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2019_en.pdf.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2020a. « The COVID-19 Shock to Developing countries. » UNCTAD Trade and Development Update mars 2020, Genève. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/gds_tdr2019_covid2_en.pdf.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2020 b. "Investment Trends Monitor, mars 2020: Impact of the COVID-19 Pandemic on Global FDI and GVCs." *Global Investment Trends Monitor* n°35, CNUCED, Genève. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeiainf2020d3_en.pdf.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2020 c. "Investment Policy Monitor, mai 2020: Investment Policy Responses to the COVID-19 Pandemic." *Investment Policy Monitor*, numéro spécial 4, CNUCED, Genève. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaepcbinf2020d3_en.pdf.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2020 d. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2020: la production internationale à l'issue de la pandémie*. Genève: CNUCED. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2020_en.pdf.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2020e. "Investment Trends Monitor, janvier 2021: Global FDI Flows Down 42 % in 2020." *Global Investment Trends Monitor* n°38, CNUCED, Genève. https://unctad.org/system/files/official-document/diaeiainf2021d1_en.pdf.
- CUA (Commission de l'Union africaine). 2006. « Décisions du Conseil exécutif » EX.CL/Dec.236 - 277 (VIII). Addis-Abeba: CUA. https://au.int/sites/default/files/decisions/9639-ex_cl_dec_236_-_277_viii_e.pdf.
- CUA (Commission de l'Union africaine). 2020. « Impact du coronavirus (COVID-19) sur l'économie africaine. » Addis-Abeba: CUA.

- Economist*. 2020. "COVID-19's Blow to World Trade Is a Heavy One." 14 mai. <https://www.economist.com/briefing/2020/05/14/COVID-19s-blow-to-world-trade-is-a-heavy-one>
- FMI (Fonds monétaire international). 2020a. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne: COVID-19: une menace sans précédent pour le développement*. Washington, DC: FMI. https://www.elibrary.imf.org/doc/IMF086/28915-9781513536835/28915-9781513536835/Other_formats/Source_PDF/28915-9781513538495.pdf.
- FMI (Fonds monétaire international). 2020 b. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne: un chemin difficile vers la reprise*. Washington, DC: FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2020/10/22/regional-economic-outlook-sub-saharan-africa>.
- Giles, C., et P. Mwai. 2020. "Coronavirus: Infections Rising amid Economic Downturn in Africa." *BBC*, 13 July. <https://www.bbc.com/news/world-africa-52395976>.
- Gopinath, G. 2020. "Limiting the Economic Fallout of the Coronavirus with Large Targeted Policies." International Monetary Fund blog, 9 mars. <https://blogs.imf.org/2020/03/09/limiting-the-economic-fallout-of-the-coronavirus-with-large-targeted-policies/>.
- Haque, N. 2020. "Senegal Trials Begin for \$1 COVID-19 Test Kit." *Al Jazeera*, 28 avril. <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/senegal-trials-1-COVID-19-test-kit-200428132313740.html>.
- Holmey, O. 2020. "Coronavirus: 'We've Gone from Looming Threat to Looming Disaster.'" *The African Report*, 23 mars. <https://www.theafricareport.com/24924/coronavirus-weve-gone-from-looming-threat-to-looming-disaster/>.
- Jawad, R., et M. Smith-Walters. 2020. "Coronavirus: The Students That Are Printing PPE Masks in Tunisia." *BBC*, 14 avril. <https://www.bbc.com/news/av/world-africa-52236678/coronavirus-the-students-that-are-printing-ppe-masks-in-tunisia>.
- Johns Hopkins. n.d. *COVID-19 Dashboard*. Baltimore, MD: Université Johns Hopkins. <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>. Accessed 8 March 2021.
- Mwai, P. 2021. "COVID-19 Africa: Who is Getting the Vaccine?" *BBC*, 6 mars. <https://www.bbc.co.uk/news/56100076>.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2020. "Foreign Direct Investment Flows in the Time of COVID-19." Paris: Éditions OCDE. <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/foreign-direct-investment-flows-in-the-time-of-covid-19-a2fa20c4/>.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé). 2020. « L'OMS appelle à la prudence alors que les pays africains assouplissent les mesures de confinement. » Communiqué de presse 28 mai. <https://www.afro.who.int/news/who-urges-caution-countries-africa-ease-lockdowns>.
- Shaban, A. 2020. "Africa COVID-19 Stats." *Africa News*. <https://www.africanews.com/2020/06/07/coronavirus-in-africa-breakdown-of-infected-virus-free-countries/>. Consulté le 8 juin 2020.
- Statista. 2020. "Projected Coronavirus (COVID-19) Impact Index by Industry and Dimension." <https://www.statista.com/statistics/1106302/coronavirus-impact-index-by-industry-2020/>. Consulté le 3 février 2021.
- Wilson, T. 2019. "Addis Ababa Searches for Adviser on Sale of Ethio Telecom Stake." *Financial Times*, 10 octobre. <https://www.ft.com/content/7b1c6780-e537-11e9-9743-db5a370481bc>.
- Xinhua*. 2019. "Ethiopian Airlines Plans to Add Three More Chinese Flight Destinations." 2 février. http://www.xinhuanet.com/english/2019-04/02/c_137944095.htm.
- Zhou, Y. 2019. "Air Traffic between China and Africa Has Jumped 630% in the Last Decade." *Quartz*, 28 juillet. <https://qz.com/africa/1675287/china-to-africa-flights-jumped-630-in-the-past-nine-years/>.

Notes de fin de page

- 609 Chiffre actualisé au 8 mars 2021.
- 610 Johns Hopkins, n.d.
- 611 Chiffre actualisé au 8 mars 2021.
- 612 CDC Africa, n.d.
- 613 Mwai, 2021.
- 614 Holmey, 2020.
- 615 CEA, 2020a.
- 616 FMI, 2020b.
- 617 UNCTADstat.
- 618 UNCTADstat.
- 619 Banque mondiale, 2020b.
- 620 Shaban, 2020.
- 621 CEA, 2020b.
- 622 Giles et Mwai, 2020; OMS, 2020.
- 623 Zhou, 2019.
- 624 Xinhua, 2019.
- 625 Gopinath, 2020.
- 626 Banque mondiale, 2020a.
- 627 CEA, 2020b.
- 628 CNUCED, 2020a.
- 629 Wilson, 2019.
- 630 Economist, 2020.
- 631 CUA, 2020; FMI, 2020a; Statista, 2020.
- 632 FMI, 2020a.
- 633 Angola, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria et Tchad. Les données n'étaient pas disponibles pour le Soudan du Sud ; sinon il aurait pu aussi rejoindre ce groupe.
- 634 FMI, 2020a.
- 635 Cabo Verde, Comoros, Gambia, Mauritius, São Tomé and Príncipe et Seychelles (FMI, 2020a).
- 636 FMI, 2020a.
- 637 CNUCED, 2019.
- 638 Banque africaine de développement, 2018.
- 639 CNUCED, 2020b.
- 640 OCDE, 2020.
- 641 CNUCED, 2020e.
- 642 CNUCED, 2020e.
- 643 CNUCED, 2020e.
- 644 CNUCED, 2020e.
- 645 CNUCED, 2020e.
- 646 UNCTAD, 2020c.
- 647 Jawad et Smith-Walters, 2020; Haque, 2020.
- 648 CUA, 2006.
- 649 CEPI, 2020.
- 650 CNUCED, 2020c.